



Face à l'urgence sociale et climatique : Manifestons jeudi 17 septembre à Paris

- ⇒ Pour sauvegarder et créer des **emplois stables et qualifiés**,
- ⇒ **Sortir de la précarité** en particulier les jeunes,
- ⇒ **Réduire le temps de travail** sans perte de salaire,
- ⇒ **Développer des services et des productions** répondant aux **besoins** de la population et à l'**urgence écologique**,
- ⇒ **Augmenter les salaires**, pensions et minimas sociaux,
- ⇒ Subordonner les **aides** publiques aux entreprises à des **contreparties** et **contrôler** leur utilisation.

RDV jeudi 17 septembre à 14h place de la République

A l'appel de SUD/Solidaires, CGT, FSU, UNEF, FIDL, MNL, UNL.

SUD Renault appelle à faire grève à partir de 13h

Lettre ouverte aux organisations syndicales du groupe Renault

Bonjour à toutes et à tous,

En mai dernier, la direction du groupe Renault a annoncé un vaste plan d'économie entraînant des fermetures et des restructurations de plusieurs sites, 4600 suppressions d'emplois Renault en France et des milliers d'autres parmi les sous-traitants, les fournisseurs et les intérimaires.

Nous sommes nombreux, tous syndicats confondus, à avoir exprimé notre rejet de ce plan. Les salariés de plusieurs sites l'ont exprimé avec force par des mouvements de grève et des manifestations comme à MCA Maubeuge, à Renault Choisy-le-Roi, Flins ou à la Fonderie de Bretagne. C'est une première étape.

Par cette lettre, nous vous proposons de nous coordonner afin d'organiser une journée commune de GREVE et une MANIFESTATION centrale des salariés de l'ensemble des sites Renault France et de ses filiales au siège de Renault à Boulogne-Billancourt.

Cette action doit être proche et nous vous proposons le 29 septembre 2020 (jour prévu d'un CCSE), en sachant que cette date peut être changée en fonction des avis de chacun.

L'intérêt de nos dirigeants est de diviser les sites pour arriver à mettre en place leurs stratégies qui ont pour but de diminuer la masse salariale et de fermer des sites. **C'est pour cela que nous devons nous unir pour instaurer un rapport de force.**

Pour stopper cette casse sociale, le seul moyen est de nous unir en laissant nos différents de côté pour l'avenir de tous les salariés Renault ou filiale. Nous sommes élus pour cela et nous le devons aux salariés.

En attente de vos réponses, recevez nos salutations syndicales.

Le 7 septembre 2020, les représentants de SUD Sovab Batilly, Renault Guyancourt, Renault Douai, Renault Cléon, MCA Maubeuge, Renault Flins, Renault Sandouville, Renault Lardy et USSGR.

⇒ **Réponse de la coordination CGT** : « Du fait des mobilisations constatées sur les différents sites, les syndicats CGT ont considéré qu'un appel à un rassemblement de ce type semblait peu envisageable ».

⇒ **Réponse de la CFE/CGC** : « La voix qui a été choisie par la CFE-CGC est celle du dialogue social. L'intercentre CFE-CGC a donc décidé de ne pas accompagner la demande de SUD ».

⇒ **Pour SUD** : l'heure n'est pas à la résignation. La mobilisation des salariés fait partie du dialogue social.

⇒ **Et vous que pensez-vous ? Interpellez-nous, interpellez vos élus du personnel !**

Tous les salariés sont experts. Prenez la parole !

Confrontés à l'urgence climatique et sociale, chaque salarié du groupe est porteur d'expertises et de savoir-faire. Faisons-les entendre ! Après l'ère Ghosn, nous avons besoin de plus de démocratie dans l'entreprise.

SUD lance une grande initiative pour recueillir l'avis et les propositions des salariés

Participez à l'enquête « Renault et le monde d'après »

Scanner le QR Code ou rendez-vous sur :

sudrenault.org/enquete-renault-et-le-monde-d-apres



Dans ce cadre, voici la contribution d'un salarié du Technocentre :

« Il y a deux manières de faire » comme avant mais en pire » après la crise du covid19:

- Relancer la prolifération insoutenable des SUV et autres véhicules lourds et polluants (que ce soit VE ou Thermique), voraces en énergie et en data.
- Dilapider au nom de la crise ce qui reste du tissu industriel régional (outils, compétences, emplois)

Nous contribuerions alors à une accélération de la crise climatique et une dépendance encore plus grande pour répondre à nos besoins à venir.

Le plan d'économie présenté par la direction répond de manière biaisée à ces enjeux. Selon le principe du Leader/Follower, elle va laisser faire les véhicules à fort impact environnemental par les autres régions, puis les importer selon la demande. Idem pour les véhicules thermiques low-cost. Ce qui ne répond en rien à l'échelle mondiale du groupe au problème de prolifération insoutenable.

Par contre, à l'échelle du « plan d'économie » en France, cela a pour conséquence, avec un effet multiplicateur sur nos sous-traitants et fournisseurs de dilapider ce qui reste de tissu industriel régional. Par exemple, la fermeture de Flins entraîne celle d'Adient (sièges). Les outils et compétences d'Adient utilisables dans d'autres domaines que la branche automobile disparaissent, le tissu industriel perd en diversité et en résilience. Exactement à l'opposé des enseignements du Covid19. Il faudrait que l'analyse critique du plan s'appuie sur un critère de résilience du tissu industriel local/régional, pour différencier les scénarios qui le consolident et ceux qui le détruisent. Et cette analyse est à mener région du monde par région du monde.

Le plan d'économie (qui trahit par son nom même son absence de vision stratégique) ne propose pas de changer le modèle qui, de crise en crise, nous rend plus vulnérables et plus dépendants de ressources globalisées (ailleurs, de l'autre côté de la planète de préférence). Au contraire, il l'accélère. Il ne pose pas non plus la question du système de valeur indispensable à l'avenir de l'entreprise : des services de mobilité qui démontrent leur contribution au bien commun. Le contraire des SUV hybrides qui s'engouffrent dans les failles du CAFE. A ce titre, la raison d'être que s'est concoctée le groupe (« rendre la mobilité durable et accessible à tous, partout dans le monde ») est floue et manque d'ambition sociale et environnementale.

La « raison d'être » est une option proposée par la loi PACTE. Une sorte d'auto-déclaration de l'entreprise qui n'engage à rien, autant dire une savonnette mouillée posée sur le bord d'un lavabo. Malheureusement la prise en compte des enjeux climatiques et sociétaux n'est plus une option marketing. Nos multinationales dont le statut juridique n'est défini que par le profit et la redistribution aux actionnaires vont continuer à ravager la planète et ses habitants si elles ne changent pas radicalement de règles du jeu : elles doivent avoir une obligation incontournable d'œuvrer pour le bien commun. L'entreprise doit être publiquement challengée sur sa contribution à des activités et productions socialement utiles. Il serait d'ailleurs incompréhensible que l'entreprise continue à bénéficier d'aides publiques (ex-CICE, CIR...), financées par les citoyens sans contrepartie équivalente de contribution au bien commun... »

⇒ Lisez la suite sur notre site : sudrenault.org

Election des administrateurs salariés au Conseil d'Administration du Groupe Renault du 5 au 8 octobre 2020 : Faites-vous entendre, votez SUD !